

Littératie au Québec : le défi reste entier

Une décennie après la dernière enquête sur la littératie, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) publie un nouveau portrait du niveau des compétences des adultes dans les pays développés. Les données pour le Québec confirment que le défi reste entier puisqu'une personne sur cinq éprouve toujours des difficultés majeures à comprendre et à utiliser un texte écrit.

Cela représente plus d'un million d'adultes québécois âgés de 16 à 65 ans. À ce chapitre, le Québec se classe au 10^e rang des provinces et des territoires canadiens. La proportion de personnes présentant de faibles compétences en littératie est, par ailleurs, du même ordre que celle de la dernière enquête de 2003, confirmant du coup les inquiétudes des réseaux de l'éducation des adultes.

Depuis plusieurs années, les organisations du milieu de l'alphabétisation et de la littératie font valoir au gouvernement du Québec la nécessité de faire de la lutte contre l'analphabétisme et du rehaussement des compétences en littératie une priorité. Il est grand temps de s'y mettre, car, comme le démontre l'enquête de l'OCDE, de faibles compétences en littératie mettent à risque d'exclusion sociale et économique une fraction importante de la population.

Dans son portrait de la littératie, l'OCDE réaffirme plusieurs constats dont le fait que l'accès à l'emploi, la situation économique des personnes et même leur santé soient directement liés à leurs niveaux de compétence. Les personnes avec de faibles compétences en littératie sont ainsi à risque d'être exclues du marché du travail et de vivre des situations de pauvreté. Au Québec, une proportion importante de nos concitoyennes et de nos concitoyens se retrouve donc dans des situations de grande vulnérabilité.

Cette situation est inacceptable, il est urgent de donner un important coup de barre. Au printemps dernier, des représentantes et des représentants de plusieurs organisations en éducation et en formation des adultes, réunis dans le cadre d'un forum, ont convenu d'interpeller l'État québécois pour qu'il se dote d'un plan d'action structuré pour contrer l'analphabétisme et rehausser les niveaux des compétences en littératie. Récemment, le Conseil supérieur de l'éducation, faisant écho à ces préoccupations, sonnait l'alarme sur la situation et invitait à une vaste mobilisation des pouvoirs politiques et des acteurs de la société civile.

Dix années se sont écoulées depuis la dernière enquête et la proportion des personnes peu alphabétisées est demeurée la même. Au cours de cette décennie, les milieux de l'alphabétisation et de la littératie ont fait face, soit à des compressions budgétaires, soit à une stagnation de leur financement. Par ailleurs, tant au niveau du gouvernement fédéral que du provincial, on fait face à une vision étroite du problème et des solutions à mettre de l'avant. La nécessité d'investir les ressources à la hauteur du défi et d'adopter une vision structurante et à long terme ne fait plus de doute.

Nous possédons maintenant un portrait à jour des défis en matière d’alphabétisation et de faible littératie et les milieux sont mobilisés : il convient donc que le gouvernement en fasse une priorité pour que le bilan de la décennie à venir soit plus positif que celui de la décennie écoulée. Pour près de 20 % de la population adulte, relever ce défi est une question de respect de leurs droits et une condition leur assurant une pleine participation à la vie politique, économique et sociale du Québec.

- Geneviève B.-Dorais, directrice générale du Centre de documentation de l’éducation des adultes et de la condition féminine (CDÉACF)
- Ronald Cameron, directeur général de l’Institut de coopération pour l’éducation des adultes (ICÉA)
- Sherry Campbell, présidente-directrice générale de Collège Frontière
- Richard Coulombe, président de l’Association québécoise des intervenantes et des intervenants en formation générale des adultes (AQIFGA)
- Louise Dionne, secrétaire générale de la Table des responsables de l’éducation des adultes et de la formation professionnelle des commissions scolaires du Québec (TRÉAQFP)
- Normand Lévesque, directeur général du Réseau pour le développement de l’alphabétisation et des compétences (RESDAC)
- Diane Mockle, présidente-directrice générale de la Fondation pour l’alphabétisation
- Christian Pelletier, coordonnateur du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)